

# "Et si on exigeait un service minimum alimentaire ?"

Lors du bilan de son expérience de "locavore", Stéphane Linou a proposé une loi obligeant à garantir jusqu'à 50 % de nourriture locale sur le territoire. Tout un débat !

"Il y a deux ans, le discours ne serait pas passé de la même façon" analysait Stéphane Linou durant l'entracte de cette journée que certains n'ont pas hésité à qualifier "d'historique", samedi, au foyer de Villespy. "Aujourd'hui, il y a une vraie prise de conscience concernant notre alimentation et sa provenance" poursuivait le locavore dont l'expérience s'est officiellement terminée par un bilan public en présence de nombreux intervenants, experts et politiques.

Le public était tellement avide de savoir comment s'était passée cette année et encore plus avide de voir comment le concept pourrait être "régionalisé" (Nature et Progrès a lancé un appel : "Alimentons les régions") que Stéphane Linou n'a pas pu dérouler son programme. Celui-ci aurait voulu démontrer, chiffres à l'appui, que s'alimenter localement est moins cher ("pas de marges à la grande distribution, je ne jette rien, je transforme, ça veut dire je cuisine moi-même"), plus sain pour soi et pour la planète, plus social également.

**Absurdités administratives.** Mais la salle n'avait plus besoin d'être convaincue, on a donc vite échangé sur de possibles applications pour demain. Des responsables de cantines scolaires de Bram et Caux-et-Sauzens ont exposé leurs projets et difficultés. Des responsables politiques et syndicaux ont affirmé vouloir faire pression pour obtenir une simplification de la procédure en matière d'hygiène. Un producteur de lait n'a, par exemple, pas le droit de livrer son lait frais à la cantine située à 300 mètres de sa ferme pour des histoires de protocole (chaîne du froid...).

**L'histoire au secours du présent.** L'après-midi, c'est le professeur d'histoire de l'Univer-



Stéphane Linou avec l'historien Gilbert Larguier que le public ne voulait plus laisser partir.



Cent cinquante personnes ont assisté au débat. Photos Didier Rumeau

sité de Perpignan, Gilbert Larguier, qui a littéralement subjugué le public par sa démonstration brillante des modes d'alimentation

du Moyen âge au XIX<sup>e</sup> siècle : le rayon d'approvisionnement d'un village était en effet de 25 kilomètres (la distance maximale que l'Homme pouvait parcourir en une journée), toutes les terres disponibles étaient consacrées à l'alimentation (presque exclusivement des céréales) et 80 % de la population était occupée à se nourrir. Ce qui explique pourquoi les responsables politiques de l'époque avaient une responsabilité majeure envers leurs administrés : ils devaient leur garantir l'approvisionnement en nourriture, et particulièrement en période de pénurie.

**Remettre l'alimentation au centre de la politique.** C'est de cette vérité historique que Stéphane Linou déclina son idée de projet de loi : "Ne pourrait-on obliger les responsables politiques à garantir un service minimum alimentaire issu de la

production locale, comme il existe la loi des 20 % de logements sociaux... ?"

Et de poursuivre : "L'alimentation est sortie du champ politique et nous sommes dépendants de produits venant des 4 coins du monde. Dans les schémas d'aménagements (comme le Scot Lauragais), il est question de besoins en matière de routes, d'eau, de crèches... jamais d'alimentation !". De ces questions fondamentales, découle toute une réorganisation de l'agriculture européenne, un sujet qui fait débat lui aussi (voir encadré) car il touche aux problèmes majeurs que traverse actuellement le monde agricole : mondialisation, modes de distributions, répartition du foncier, subventions...

J. Y.

► <http://www.alimentons-les-regions.fr/>

## 500 points de vente directs pour les agriculteurs

Pierre Priolet, nouvelle icône médiatique du monde agricole qui souffre, est venu du Vaucluse pour intervenir sur le sujet de l'agriculture pour un marché local. Son discours, à forte dominante sociale, a ému et séduit le public. "Nous sommes les seuls à avoir le droit de vendre à perte" a expliqué l'agriculteur fruitier pris à la gorge, comme les producteurs de lait du Lauragais. "Le monde agricole a abandonné son rôle d'alimentateur de la population. Ce rôle, on l'a donné à la grande distribution" a-t-il lancé avant de dévoiler son projet de créer "500 points de vente de produits agricoles frais et locaux en France, vendus à prix coûtant, tenus par des sans emploi en insertion, financés par un fonds établi par des paysans ayant rendu 1 000 m<sup>2</sup> de terrains pour la construction". "On n'a pas besoin d'aides si on nous paie le prix de nos produits" a-t-il encore souligné tout en pointant aussi du doigt les consommateurs : "Inquiétez-vous du sort de l'agriculteur auquel vous achetez vos produits, qu'il soit en Amap ou pas. Aujourd'hui les agriculteurs ne sont pas respectés".